



Arrêt

**n°152 571 du 16 septembre 2015
dans l'affaire X / VII**

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre:

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIIE CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 9 mars 2015, par X, qui déclare être de nationalité kosovare, tendant à l'annulation de la décision mettant fin au droit de séjour avec ordre de quitter le territoire, prise le 5 février 2010.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 10 avril 2015 avec la référence X.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu le mémoire de synthèse.

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2015 convoquant les parties à l'audience du 2 septembre 2015.

Entendu, en son rapport, M. BUISSERET, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. HAEGEMAN loco Me M. POKORNY, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me A. HENKES loco Me D. MATRAY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le 20 juillet 2009, le requérant a introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union, en qualité de conjoint de Belge. A une date que le dossier administratif ne permet pas de déterminer, il a été mis en possession d'une telle carte.

1.2. Le 5 février 2010, la partie défenderesse a pris, à son égard, une décision mettant fin au droit de séjour avec ordre de quitter le territoire, décision qui lui a été notifiée le 10 février 2015. Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« Selon le rapport de la police [d']Ixelles du 22/01/2010, il n'y a plus de cellule familiale entre l'intéressé et son épouse belge Madame [C. S.] [...] qui lui ouvrirait le droit au séjour dans le cadre du regroupement familial. En effet, Mme [C. S.] déclare qu'il n'y a plus de cellule familiale depuis septembre 2009.

Faits confirmés par la mère de l'intéressée lors de l'enquête à l'adresse du 22/01/2010.

Ces différents éléments permettent donc de conclure que les conditions mises au séjour ne sont plus respectées ».

2. Procédure.

Conformément à l'article 39/81, alinéa 7, de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil « statue sur la base du mémoire de synthèse sauf en ce qui concerne la recevabilité du recours et des moyens ».

3. Exposé du moyen d'annulation.

3.1. La partie requérante prend un moyen unique de « la violation des articles 42 quater de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ».

3.2. La partie requérante fait grief à la partie défenderesse de ne pas avoir « [...] tenu compte de sa situation réelle et actuelle » et estime qu'elle « n'a pas pris en considération tous les éléments de la cause et n'a pas procédé à une appréciation largement admissible, pertinente et non déraisonnable des faits qui lui sont soumis ». Elle argue que « la partie défenderesse n'a pas pris en considération la durée du séjour de la partie requérante dans le Royaume, de son de son état de santé, de sa situation familiale et économique, de son intégration sociale et culturelle et de l'intensité de ses liens avec son pays d'origine » et soutient que le requérant est « [...] dans les conditions visées au paragraphe 4 de l'article 42 quater, §1 ». Elle reproche également à la partie défenderesse de ne pas avoir « [...] fait application de l'article 42quater, §1^{er} alinéa 2 de la loi du 15 décembre 1980 » et d'être « [...] restée en défaut de ne pas actualiser le dossier administratif de la partie requérante ».

Elle ajoute que la partie adverse n'a pas indiqué « [...] les raisons précises pour lesquelles elle estimait que la partie requérante ne remplisse pas les conditions prévues par l'article 42 quater §1 et §4, 4° de la loi du 15 décembre 1980 », ni « [...] quels éléments ne suffisaient pas, dans les circonstances de l'espèce, à justifier le maintien du droit au séjour et qu'à défaut de le faire, la partie défenderesse n'a pas adéquatement motivé sa décision concluant à la suppression de son droit de séjour ».

4. Discussion.

4.1.1. Sur le moyen unique, le Conseil rappelle, qu'en vertu de l'article 42quater, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980), tel qu'applicable au moment de la prise de l'acte attaqué, applicable au membre de la famille d'un Belge en vertu de l'article 40ter, il peut être mis fin au droit de séjour du membre de la famille d'un citoyen de l'Union durant les deux premières années de son séjour en cette qualité, lorsqu'il n'y a plus d'installation commune avec celui-ci, sauf si, le cas échéant, l'intéressé se trouve dans un des cas prévus au § 4 de cette même disposition.

Il rappelle également qu'aux termes de l'article 42quater, § 4, de la même loi, « Sans préjudice du § 5, le cas visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, n'est pas applicable :

1° lorsque le mariage, le partenariat enregistré ou l'installation commune a duré, au début de la procédure judiciaire de dissolution ou d'annulation du mariage ou lors de la cessation du partenariat enregistré ou de l'installation commune, trois ans au moins, dont au moins un an dans le Royaume;

2° ou lorsque le droit de garde des enfants du citoyen de l'Union qui séjournent dans le Royaume a été accordé au conjoint ou au partenaire qui n'est pas citoyen de l'Union par accord entre les conjoints ou les partenaires visés à l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 1° ou 2°, ou par décision judiciaire;

3° ou lorsque le droit de visite d'un enfant mineur a été accordé au conjoint ou au partenaire visé à

l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 1° ou 2°, qui n'est pas citoyen de l'Union, par accord entre les conjoints ou les partenaires visés à l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 1° ou 2°, ou par décision judiciaire, et que le juge a déterminé que ce droit de garde doit être exercé dans le Royaume et cela aussi longtemps que nécessaire;

4° ou lorsque des situations particulièrement difficiles l'exigent, par exemple, le fait d'avoir été victime de violence domestique dans le cadre du mariage ou du partenariat enregistré visé à l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 1° ou 2°;

et pour autant que les personnes concernées démontrent qu'elles sont travailleurs salariés ou non salariés en Belgique, ou qu'elles disposent de ressources suffisantes visées à l'article 40, § 4, alinéa 2, pour elles-mêmes et pour les membres de leur famille, afin de ne pas devenir une charge pour le système d'aide sociale du Royaume au cours de leur séjour, et qu'elles disposent d'une assurance maladie couvrant l'ensemble des risques en Belgique, ou qu'elles soient membres d'une famille déjà constituée dans le Royaume d'une personne répondant à ces conditions».

Il rappelle enfin que l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité administrative en vertu des diverses dispositions légales doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Il souligne, sur ce point, que, dans le cadre du contrôle de légalité, il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris les actes attaqués. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établi des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation (dans le même sens : C.E., 6 juillet 2005, n° 147.344).

4.1.2. En l'espèce, le Conseil observe que l'acte attaqué est fondé sur le constat, fixé dans un rapport de la police du 22 janvier 2010, que le requérant et son épouse sont séparés depuis septembre 2009. De ce constat, la partie défenderesse a estimé pouvoir conclure que la réalité de la cellule familiale entre le requérant et son épouse belge n'existait plus, conclusion qui n'est pas contestée par la partie requérante.

Le Conseil observe la partie requérante se borne à alléguer que la partie défenderesse n'aurait pas pris en considération sa situation « *réelle et actuelle* » et « *tous les éléments de la cause* ». A cet égard, le Conseil rappelle que l'exigence imposée au ministre ou à son délégué de tenir compte « *de la durée du séjour de l'intéressé dans le Royaume, de son âge, de son état de santé, de sa situation familiale et économique, de son intégration sociale et culturelle et de l'intensité de ses liens avec son pays d'origine* », telle que vantée par la partie requérante, résulte d'une modification de l'article 42quater, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, opérée par l'article 12 de la loi du 8 juillet 2011 modifiant la loi du 15 décembre 1980 en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial (M.B. 12 septembre 2011), soit ultérieurement à la prise de l'acte attaqué.

Dès lors, force est de constater qu'il ne saurait être reproché à la partie défenderesse d'avoir fait application des dispositions en vigueur au moment de la prise de l'acte attaqué, soit le 5 février 2010. La circonstance que ce dernier a été notifié le 10 février 2015 n'est pas de nature à modifier ce constat, la jurisprudence administrative constante considère en effet que les vices éventuels affectant la notification d'une décision ne sont, en tout état de cause, pas de nature à entacher la légalité de la décision proprement dite.

Concernant le grief selon lequel la partie défenderesse n'aurait pas indiqué les motifs pour lesquels le requérant ne remplissait pas les conditions prévues à l'article 42 quater, §4, de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil ne peut que constater qu'il s'agit d'une argumentation lapidaire, non autrement étayée, la partie requérante n'indiquant pas quelle « *situation particulièrement difficile* » aurait affecté le requérant.

S'agissant du reproche fait à la partie défenderesse de ne pas avoir « [...] *fait application de l'article 42quater, §1^{er} alinéa 2 de la loi du 15 décembre 1980* » et d'être « [...] *restée en défaut de ne pas actualiser le dossier administratif de la partie requérante* », le Conseil rappelle que la disposition citée

par la partie requérante dispose qu'« Au cours de la troisième année de leur séjour en tant que membre de la famille du citoyen de l'Union, visé à l'article 40, § 4, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, une motivation basée sur l'élément visé à l'alinéa 1^{er} ne sera suffisante que si cet élément est complété par des éléments qui indiquent une situation de complaisance. Les mêmes règles s'appliquent pour les membres de la famille d'un citoyen de l'Union, visé à l'article 40, § 4, alinéa 1^{er}, 3°, au cours de la troisième jusqu'à la cinquième année de leur séjour » alors que le requérant ne peut soutenir avoir totalisé trois années de séjour en tant que membre de la famille de son épouse Belge au moment de la prise de la décision querellée de sorte que le Conseil n'aperçoit pas la pertinence de l'argumentation ainsi soutenue.

Dès lors, le Conseil estime que l'acte attaqué est suffisamment et valablement motivé par le constat qu'« *il n'y a plus de cellule familiale entre l'intéressé et son épouse belge Madame [C. S.] [...] qui lui ouvrirait le droit au séjour dans le cadre du regroupement familial* », en sorte que le requérant ne peut plus bénéficier du droit de séjour à ce titre.

4.2. Il résulte de ce qui précède que le moyen unique n'est pas fondé.

5. Dépens.

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie requérante.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}.

La requête en annulation est rejetée.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de cent septante-cinq euros, sont mis à la charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le seize septembre deux mille quinze par :

Mme M. BUISSERET, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme A. P. PALERMO, greffier.

Le greffier, Le président,

A. P. PALERMO

M. BUISSERET